

N° 2922 bis / 2022 du 29 décembre 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
portant modification temporaire de l'arrêté préfectoral n° 3133/2018 du 26 octobre 2018
autorisant la société Cosmétique Active Production
à exploiter un établissement de fabrication de cosmétiques
sur le territoire de la commune de Creuzier-le-Vieux**

**La préfète de l'Allier
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3133/2018 du 26 octobre 2018 autorisant la société Cosmétique Active Production, à poursuivre l'exploitation d'un établissement de fabrication de cosmétiques sur le territoire de la commune de Creuzier-le-Vieux ;

Vu le dossier de porter à connaissance adressé en préfecture de l'Allier le 20 octobre 2022 et mis à jour le 16 novembre 2022 par la société Cosmétique Active Production, sollicitant l'autorisation d'installer une chaudière de secours alimentée au fioul pour sécuriser sa production pendant la période hivernale en cas de coupure de gaz ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 15 décembre 2022 ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 09 décembre 2022 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 14 décembre 2022 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société Cosmétique Active Production portent sur l'installation temporaire d'une chaudière de location alimentée par une citerne de fioul appelée à fonctionner en cas de coupure de gaz jusqu'à fin avril 2023 soit moins de 500 heures ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion dépasse de 2,60 mètres la hauteur des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres autour de l'installation au lieu de 3 mètres ;

Considérant que les nouvelles installations auront un impact limité sur l'environnement au regard de la situation actuelle et représentent une modification notable mais non substantielle de l'autorisation initiale ;

Considérant que la préfète peut adapter les prescriptions de l'arrêté de prescriptions générales dans les conditions prévues à l'article R.512-52 du code de l'environnement ;

Considérant que des prescriptions complémentaires peuvent être prises sur proposition de l'inspection des installations classées et fixées par arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que les conditions d'aménagement telles qu'elles sont définies par les arrêtés préfectoraux initiaux et le présent arrêté complémentaire permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation par rapport aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, notamment vis-à-vis de la commodité du voisinage, de la santé, de la sécurité, de la salubrité publique et de la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Allier,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – NATURE DE L'AUTORISATION

La société Cosmétique Active Production dont le siège social est situé à Creuzier-le-Vieux, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son établissement de fabrication de cosmétiques en ZI de Vichy-Rhue sur le territoire de la commune de Creuzier-le-Vieux, suivant les prescriptions du présent arrêté.

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 3133/2018 du 26 octobre 2018 susvisé, demeurent inchangées.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

2.1 - La société Cosmétique Active Production est autorisée à installer et utiliser en cas de coupure de l'alimentation en gaz une chaudière alimentée par une citerne de fioul.

Ces installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 20 octobre 2022 et mis à jour le 16 novembre 2022.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 sus-visé applicables et aménagées, par le présent arrêté.

À l'occasion des livraisons de fioul, l'exploitant s'assure de ne pas stocker plus de 10 000 litres de fioul dans sa citerne.

2.2 - Aménagement de prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

En lieu et place des dispositions du point 6.2.2. C de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Dans le cas des appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an, le débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion dépasse de 2,60 mètres la hauteur des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres autour de l'installation, sans toutefois que la hauteur totale soit inférieure à 10 mètres.

2.3 – Le tableau des activités ICPE de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 3133/2018 du 26 octobre 2018 est modifié comme suit : la ligne du tableau relative à la rubrique ICPE 2910-A est modifiée ; celle relative à la rubrique ICPE 4734 est ajoutée.

N° rubrique	Désignation des activités	Volume d'activité	Régime
2910-A	Combustion	14,31 MW	DC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	10,8 tonnes	NC

DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du CE), NC (Non Classable)

2.4 – Un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées est mis en place, il comporte a minima :

- les périodes de fonctionnement de la chaudière fioul ;
- les dates de livraisons de fioul en précisant le volume livré et le volume stocké dans la citerne à l'issue de la livraison.

ARTICLE 3 – DURÉE

La présente autorisation est valable jusqu'au 30 avril 2023 et pour une durée de fonctionnement des installations ne dépassant pas 500 heures.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES TIERS - PUBLICITÉ

Une copie de cet arrêté préfectoral sera déposée en mairie de Creuzier-le-Vieux pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté préfectoral sera affiché dans la commune de Creuzier-le-Vieux pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires des communes concernées.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture de l'Allier pour une durée identique.

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1) par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date où le présent arrêté lui a été notifié,

2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 6 – DIFFUSION

Le présent arrêté préfectoral sera notifié à la société Cosmétique Active Production. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Allier.

Copie en sera adressée :

- à Mme la Sous-Préfète de Vichy,
- à M. le Maire de la commune de Creuzier-le-Vieux, chargé des formalités d'affichage,
- à M. le Secrétaire Général de la préfecture,
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes,
- au Chef de l'Unité inter-Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes – Équipe Environnement-Carières de l'Allier,
- au Directeur Départemental des Territoires,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Moulins, le **29 DEC. 2022**

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Alexandre SANZ